Le PALIPEHUTU change d'appellation

PANA, 09/01/2009Bujumbura, Burundi - Le Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu/Front national de libÃ©ration (PALIPEHUTU-FNL, rÃ©bellion) a acceptÃ© solennellement, vendredi, de renoncer dÃ©finitivement Ã son appellation actuelle Ã connotation ethnique pour rÃ©pondre dÃ©sormais au nom de "Forces nationales de libÃ©ration" (FNL).Lâ€™annonce a Ã©tÃ devant un parterre de diplomates et de reprÃ©sentants du gouvernement burundais par le leader du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Agathon Rwasa.
La guerre civile de ces 14 derniÃ¨res annÃ©es au Burundi a vu la participation active de sept rÃ©bellions Ã dominante hutu (ethnie majoritaire) opposÃ©es au pouvoir de la minoritÃ© tutsi.Concernant les nouveaux dÃ©veloppements dans le processus interburundais de paix, lâ€™enjeu est de taille puisque le changement dâ€™appellation conditionnait la reconnaissance du plus vieux mouvement rebelle du pays (28 ans de lutte armÃ©e) en tant que parti politique pouvant Å“uvrer dans la lÃ©galitÃ© constitutionnelle, prÃ©voit un accord de cessez-le-feu avec le pouvoir central Ã Bujumbura.La Constitution en vigueur dans le pays nâ€™autorise pas, en effet, lâ€™existence lÃ©gale dâ€™associations Ã caractÃ¨re politiq rÃ©clamant dâ€™une ethnie, rÃ©gion ou religion donnÃ©e.Les dÃ©sormais "FNL" doivent, par ailleurs, procÃ©der vite au rassemblement de milliers de combattants encore dispersÃ©s dans la nature dans des endroits connus et protÃ©gÃ©s par des forces de lâ€™Union africaine (UA) prÃ©sentes au Burundi pour Ãªtre en phase avec lâ€™accord du 7 septembre 2006.Le rassemblement prÃ©pare la DÃ©mobilisation, le dÃ©sarmement et la rÃ©intÃ©gration (DDR) dans une nouvelle vie socio-Ã©conomique des 21.000 combattants que revendique le mouvement rebelle sur le terrain.Les cadres FNL doivent Ã©galement trouver des places "convenables" dans les hautes sphÃ¨res du pouvoir politico-militaire en contrepartie dâ€™une durable paix des braves.Le gouvernement burundais leur propose, pour le moment, 33 postes de responsabilitÃ© Ã partager en diplomatie, dans les administrations centrale et territoriale.La position des FNL, sur ces postes jugÃ©s "mineurs", nâ€™est cependant pas encore clairement tranchÃ©e et risque de retarder encore la mise en application intÃ©grale et rapide de lâ€™accord de cessez-le-feu.Le dernier point encore litigieux, dans lâ€™accord de cessez-le-feu, porte sur la libÃ©ration complÃ¨te dâ€™un millier de prisonniers politiques et de guerre des FNL.Mais, lÃ aussi, les choses semblent bouge dans le bon sens car lâ€™Etat burundais a commencÃ© Ã sâ€™acquitter de cette tÃ¢che depuis la semaine passÃ©e.